



La classe des milliardaires déclare la guerre aux classes populaires !

L'année 2026 est à peine entamée et, déjà, les menaces s'amoncellent. Après avoir bombardé le Nigeria le 25 décembre, Trump a fait enlever le 3 janvier le président vénézuélien, Nicolás Maduro, pour mettre la main sur le pétrole du pays. Puis il a une nouvelle fois menacé de bombarder l'Iran. Il vise maintenant le Groenland et les richesses de son sous-sol, menaçant de nouvelles sanctions économiques les pays qui ne l'accepteraient pas. En réponse, les pays européens ont déployé quelques troupes au Groenland et s'interrogent pour riposter aux sanctions commerciales de Trump par des contre-sanctions.

Le message de violence de Trump contre les classes populaires...

Bruits de bottes, chantage, menaces... En attendant, les budgets militaires s'envolent, et, pour les financer, nos dirigeants veulent s'en prendre encore à la santé, l'éducation, à tout ce qui nous rend service : la guerre des matières premières est déclarée et, si elle ne s'accompagne pas dans l'immédiat d'une guerre généralisée, elle tue déjà en Ukraine ou en Afrique et se double d'une guerre contre les classes populaires.

Aux États-Unis, Trump déploie l'ICE – les flics de l'immigration, des bandes de nervis masqués, armés, qui traquent tous ceux dont ils ont décidé qu'il s'agissait de « migrants ». Des gens, y compris des femmes enceintes, ont été sortis de leur véhicule, jetés à terre et arrêtés. L'ICE se livre à de véritables kidnappings, y compris d'enfants, dans les écoles, les lieux de travail ou les restaurants. À Minneapolis, dans le Minnesota, un flic de l'ICE a abattu de trois balles dans la tête une femme, Renee Good, venue protester contre leurs agissements. Les dirigeants américains assument et osent l'accuser de terrorisme, alors même que la vidéo du meurtre a été vue des millions de fois et que tout le monde a pu entendre le flic assassin, connu pour ses opinions d'extrême droite, lâcher en la tuant : « P... de salope ! » Le message de Trump s'adresse à tous les travailleurs : personne n'est à l'abri de ses coups.

... un message qui vaut aussi ici !

Cela se passe aux États-Unis. Mais que dire, ici, de la façon dont les flics détruisent les tentes où s'abritent les réfugiés, brûlent leurs affaires, traquent en mer les migrants entassés dans des embarcations de fortune,

empêchent les sauveteurs de les secourir ? Dans la nuit du 14 janvier, El Hacen Diarra, un travailleur mauritanien de 35 ans, est mort en garde à vue au commissariat du 20e arrondissement de Paris. Il avait été interpellé alors qu'il était tranquillement assis devant le foyer où il résidait : des vidéos montrent les flics le frapper violemment alors qu'il était à terre, dans son sang. Des centaines de personnes ont manifesté dimanche devant le commissariat. C'est une première réponse à cette violence policière raciste récurrente ici aussi, qui en appelle d'autres !

S'organiser pour que la peur change de camp !

Trump et les dirigeants des pays capitalistes se disputent les richesses de la planète, mais la véritable ligne de démarcation qu'ils sont tous en train de tracer est celle qui sépare les milliardaires, au nom desquels ils gouvernent, de nous tous. C'est à nous tous que les Trump, mais aussi les Macron, ont déclaré la guerre. Sauf qu'ils sont loin d'avoir gagné ! En déchaînant ses brutes dans le Minnesota, Trump a provoqué une réaction populaire : des milliers de personnes patrouillent pour pister les commandos de l'ICE, les mettre en échec et exiger leur départ. Et les exactions de Trump ont peut-être fini par créer les conditions d'une grève générale dans tout l'État : tous les travailleurs du Minnesota sont appelés à faire grève par leurs syndicats vendredi 23 janvier.

Aussi puissants qu'ils se croient, les grands de ce monde ne peuvent rien sans nous, car c'est nous qui faisons tout. Alors, il faut nous préparer à la riposte pour remettre les pendules à l'heure, pour que la peur change enfin de camp !

Intercités à la découpe

Des ADC et ASCT Intercités se mobilisent contre le projet de la direction de créer deux nouveaux établissements rattachés à l'activité Intercités. La mobilisation est partie de Clermont et s'étend à gare de Lyon avec une journée de grève le 18 janvier. Ce nouveau découpage prépare l'ouverture à la concurrence, et comme à chaque fois le but est bien sûr de s'attaquer à nos conditions de travail. La direction envisage également le recours à l'EAS (train sans ASCT), une nouveauté pour Intercités, qu'il ne faut pas laisser passer. L'extension de la mobilisation est la bonne voie !

Grève à l'EIC, coup de pression de la direction

Vendredi dernier, la direction a menacé les grévistes en déclarant irrecevable nos D2I. La grève serait illégale selon elle, car nous ne sommes pas en grève en début de service. Alors même que c'est ce que prévoit le préavis, qui n'a pas été contesté... Désaccords entre directions ? Coup de bluff pour nous faire douter ? Peu importe cela renforce notre détermination.

Attention nouvelle règle !

L'Indemnité Grands Travaux sera supprimée pour les grévistes de l'EIC. Un chantage inacceptable et illégal. La direction nous montre sa fébrilité face à un mouvement de grève qui pourrait bien se renforcer et prendre de l'ampleur.

Colère à Newrest

Nos collègues de la restauration ferroviaire sont en grève depuis mercredi en réaction à des NAO où leur direction a annoncé une augmentation générale de seulement 1,2% et quelques primes. Un exemple à suivre dans un contexte d'austérité et de baisse du pouvoir d'achat dans tout le ferroviaire.

Appel à témoin !

Selon les médias, les cheminots ont été augmentés de 16%. Si vous avez été témoin ou directement concerné par cette augmentation, merci de nous contacter dans les plus brefs délais.

SNCF, l'illusionniste ?

Résultat des NAO : aucune augmentation de salaire. Pour faire passer la pilule, la boîte promet des primes ici et là, plus ou moins élevées selon qu'elle craint les mobilisations, et cherche à les endormir... Par exemple au service électrique, où les collègues font grève depuis plusieurs mois. C'est ce genre de combines que la SNCF tente de faire passer, auprès des travailleurs comme dans la presse, pour de la « revalorisation salariale ».

De l'argent, il y en a

En 2024, la SNCF a encaissé 1,6 milliards d'euros de bénéfices et au premier semestre 2025, 950 millions. Par notre travail, c'est nous qui créons tous ces bénéfices. Mais que nous ont-ils concédé ? Les 2000 euros minimum pour tous ? Non, 0,3% d'augmentation, soit 4,33 euros net par mois pour un smic.

Le cirque coûte cher

Au programme des négociations salariales nationales : réunion au sommet, blabla et sans doute petits fours. Tout cela a dû coûter plus cher que l'augmentation de 0,3 % lâchée par la direction.

Pas touche à notre droit de grève

Cette semaine, une proposition de loi visant à restreindre le droit de grève des salariés du transport revient à l'Assemblée nationale. Déjà adopté au Sénat, le texte prévoit de nous priver du droit de grève 30 jours dans l'année, d'allonger le délai de préavis pour se déclarer gréviste de 48h à 72h, de fixer une limite de jours consécutifs... S'il passe, ce sera une attaque très grave contre l'ensemble des travailleurs du secteur.

Même politique, mêmes conséquences

À l'heure où nous écrivons, on compte 41 morts et une centaine de blessés dans la catastrophe ferroviaire survenue dimanche en Andalousie. Un train à grande vitesse en a percuté un autre, circulant sur la voie inverse. Les causes de l'accident ne sont pas encore connues bien que l'erreur humaine et le sabotage aient déjà été écartés. Ce qui est sûr, c'est que les entreprises du

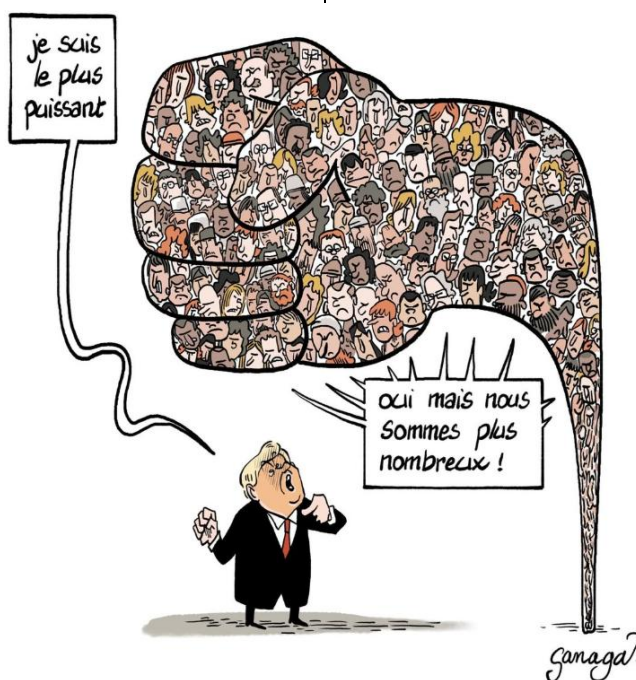
ferroviaire, qu'elles soient publiques ou privées, sont soumises aux mêmes logiques de rentabilité qu'ici. Les politiques d'économies à tout prix ne peuvent qu'impacter la maintenance du matériel... jusqu'au drame !

En 2022, la SNCF avait d'ailleurs été condamnée en justice pour sa « négligence » dans la maintenance des voies, suite à l'accident de Brétigny qui avait fait sept morts et une centaine de blessés.

Élections municipales

Le NPA-R présente des candidatures ouvrières et révolutionnaires dans plusieurs villes de région parisienne. Nous organisons des réunions publiques dans plusieurs d'entre elles ces prochains jours :

- À Paris, Jeudi 22 à 19h, à l'AGECA, 177 rue de Charonne
- À Ivry, Jeudi 22 à 19h, salle Voltaire, place Voltaire
- À Bagnolet, samedi 24 à 17h, au café Madame Gen



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

🌐 www.npa-revolutionnaires.org | 📷 [npa.revo](https://www.instagram.com/npa.revo) | 🐦 [npa_revo](https://twitter.com/npa_revo)